Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R002900030010-5

Paris, nuit du dimanche 13 au lundi 14 mars 1949

Lettre n°1249

Monsieur,

Samedi, Coste-Floret a levé, au Luxembourg puis au Palais-Bourbon, au cours de la seconde lecture, l'hypothèque qui pesait sur la future Assemblée Territoriale élue de Cochinchine. Cette hypothèque que je vous ai signalée dès vendredi soir et qui consistait à procéder aux élections après le renouvellement des Conseils de province. Tout se termine donc au mieux en ce qui concerne le projet de loi portant création de cette Assemblée. Pour en terminer avec l'affaire indochinoise il ne reste donc plus qu'à attendre le vote qui se déroulera mardi sur la motion de censure. Dans la pratique, ce vote ne changera rien à rien, mais le fait que la motion ait été déposée rompt la fiction de l'unanimité et produit, dans les milieux vietnamiens, le plus déplorable effet.

En province, la campagne pour les élections cantonales est commencée et ce n'est pas la brève échappée que les députés - pas tous d'ailleurs - feront mardi pour venir assister à la séance de l'Assemblée nationale, qui interrompra les opérations. Les deux partis les plus actifs seront très certainement le RPF et le parti communiste. Ce dernier dispose de fonds très importants. Son Secrétariat général a fait savoir aux secrétaires généraux des Fédérations qu'il était en mesure de financer très largement la campagne. Une note, signée Thorez, Duclos et Mauvais, a été expédiée qui informe les Secrétaires généraux que toutes les dépenses engagées pour la propagande électorale seront couvertes, quel qu'en soit le montant, à condition évidemment que les débours soient justifiés par les mesures habituelles de contrôle financier. La note stipule que tous les moyens devront être mis en oeuvre au cours de cette campagne électorale et principalement le démarchage porte à porte et les visites individuelles dans les centres ruraux.

C'est que le parti communiste a vu son dispositif initial quelque peu bouleversé par la décision socialiste de présenter des candidats dans tous les cantons. Je vous ai écrit il y a quelques semaines que le P.C. avait en effet l'intention de favoriser, partout où ses chances de succès sont médiocres, l'élection d'un crypto-communiste. Je me rappelle vous avoir signalé que l'opération devait être menée même avec des aristocrates du genre Chambrun, d'Astier, Boysson. A ces cryptos, on n'aurait pas opposé de candidats du parti et on les aurait fait bénéficier des voix des militants. Mais cette tactique ne tient plus à partir du moment qu'il existe un candidat socialiste partout. Force est bien, au parti communiste, de présenter lui aussi un candidat maison et si au second tour on faisait désister ce candidat pour le crypto, de ce fait on découvrirait la manoeuvre et on déconsidérerait ledit crypto. Gros ennui donc chez les communistes; ennui qui se traduit par un effort financier d'autant plus important.

Le RPF attaque, dans sa campagne, à la fois le communisme et la Troisième Force. Plus même celle-ci que celui-là. Car il sait parfaitement que la clientèle électorale qu'il peut espérer est d'avance convaincue en ce qui concerne l'anti-communisme. Mais c'est peut-être une erreur car toute une frange modérée ne votera RPF que dans la mesure où celui-ci lui paraîtra être le véritable rempart contre le communisme. Pour ceux-là, le RPF devrait donc attaquer plus Thorez que la Troisième Force. D'autant plus qu'une affiche, tirée à 25.000 exemplaires par l'Union Réaliste et qui sera apposée la veille du scrutin, aura certainement une assez grande résonnance : elle représente un immense de Gaulle, debout, portant dans ses bras un Thorez hilare, une valise à la main, retour de voyage; et la légende en est : "J'ai fait don de sa personne à la France".

..... /

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R002900030010-5

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R002900030010-5

La lutte entre le RPF et le parti radical est une lutte bien singulière, qui affecte des aspects très divers selon les régions. Parfois même, elle n'est pas une lutte mais une entente; c'est le cas dans un certain nombre de départements du centre, par exemple. Quant à la lutte RPF-MRP, elle se circonscrit autour de la question de la laïcité. Dans les départements de l'ouest, le clergé paraît plus disposé à faire voter Républicain populaire que RPF. Mgr. Roques et Mgr. Cazaux ont donné des instructions dans ce sens. Le MRP manque de moyens matériels; les élections cantonales ne l'inquiètent d'ailleurs que modérément car il ne dispose actuellement que d'une centaine de Conseillers généraux renouvelables et il espère bien en avoir au moins autant après le 27 mars. Il est surtout anxieux pour son Congrès de Strasbourg, qui se déroulera au mois de mai et pour lequel il lui faut des fonds afin de déplacer ses délégués provinciaux. La campagne du timbre gaulliste semble d'ailleurs l'avoir inspiré et il va mener une campagne de cartes postales, en laquelle il met beaucoup d'espoir pour remplir sa caisse.

Sur le plan international, la question importante est celle de l'éventuel Pacte méditerranéen. L'ambassadeur soviétique à Ankara a interrogé le gouvernement turc à ce sujet. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une démarche officielle, mais d'une simple conversation entre diplomates. C'est tout au moins ce qu'affirment les Turcs qui, dans leurs commentaires, minimisent au maximum le projet en faisant notamment remarquer combien la position d'Ankara devant l'éventualité d'un Pacte Méditerranéen est différente de celle d'Oslo devant la réalité du Pacte de l'Atlantique. Mais les informations relatives à ce projet de Pacte méditerranéen ne proviennent pas seulement de Turquie. Le Caire parle également de ce Pacte, qui comprendrait l'Egypte, la Grèce, la Turquie, les Etats du Levant, la Grande Bretagne et les Etats Unis. La nouvelle est exacte, bien que Londres se refuse à la commenter. Au reste, des renforts anglais et américains sont arrivés en Méditerranée où la situation du Canal de Suez et l'attitude équivoque de l'Egypte inquiètent la Grande Bretagne. Mais les relations entre Anglais et Egyptiens peuvent évoluer à bref délai s'il se confirme que la décision a été prise de construire neuf barrages colossaux sur le Nil, ce qui changerait tout le régime des eaux en Afrique Orientale. Au Foreign Office, on considère que cette information est exacte et l'on dit que les Egyptiens vont avoir plus que jamais besoin des capitaux anglo-saxons. Il est d'ailleurs probable que ces gigantesques travaux rentreront dans le cadre du programme Truman.

A Berlin, un événement est passé quasi inaperçu, qui affecte cependant une très grande importance : c'est la visite de Kennan, chef du Bureau du Planning, qui est l'un des hommes les plus écoutés de Washington et qui a son mot à dire dans l'orientation de la politique américaine. Kennan est allé à Berlin pour voir comment pourrai[illegible]être remplacés Clay, Murphy, Draper, partis ou à la veille de partir et dans quelle mesure on pourrait liquider l'affaire berlinoise. Kennan a toujours été l'avocat d'une Allemagne forte. Il ne semble pas qu'il ait l'intention de remplacer Clay, car il tient à dominer la politique, mais, de sa décision, dépendra la nomination du successeur de Clay. Kennan est d'ailleurs l'homme qui croit à la guerre, et même à une guerre rapprochée, si l'on en juge par l'article qu'il a signé de trois "x" dans "Foreign Affairs" du mois de janvier, dans lequel il exposait "les buts traditionnels de la politique russe".

paul dehème

E N V R A C

----- L'Administration américaine de l'ECA a donné son accord et sa garantie à un projet d'investissements de 400.000 dollars de la firme Jacobs Manufacturers, pour la fabrication de forets et d'outils au tungstène en Grande Bretagne. C'est, en deux mois, le troisième projet de ce genre qui recueille l'accord officiel; les deux premiers portant, l'un sur une fabrique de noir de fumée et l'autre sur une fabrique d'appareils de contrôle.

(suite des "En vrac" bas de page rose"

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R002900030010-5

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R002900030010-5

("Comprimé"des nouvelles officielles dont vous lirez le détail dans la presse)

BENELUX.- Les membres du Bénélux ont signé dimanche matin un accord aux termes duquel les trois gouvernements estiment que les conditions nécessaires à l'Union économique de la Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas pourront être remplies le 1°juillet 1950, mais que, dès le 1°juillet 1949 il sera possible de mettre en vigueur un système de préunion. Pendant cette période de juillet 1949 - juillet 1950, les signataires s'engagent à coordonner systématiquement leur politique commerciale et monétaire à l'égard des pays tiers et à préparer un régime contractuel unique à l'égard de ceux-ci. Un comité interministériel coordonnera la politique commerciale et monétaire extérieure.

BLOC ORIENTAL.- Certains journaux ont fait grand bruit autour de nouvelles de source incontrôlée selon lesquelles une conférence militaire se tiendrai à partir du 15 mars derrière le rideau de fer : dix généraux soviétiques et les chefs des satellites seraient réunis à Debreczen, en Hongrie pour créer une république populaire indépendante de Macédoine et en finir avec Tito. Il est bien certain que des contacts militaires étroits existent en permanence entre les pays du bloc oriental et que le projet de constitution d'une république populaire de Macédoine est dans les vues de Moscou, mais les précisions données sur cette prétendue conférence paraissent assez fantaisistes. Un démenti formel est venu, dans la soirée, de Budapest à ce sujet.

GRANDE BRETAGNE.- Le Foreign Office annonce brièvement qu'il a envoyé des renforts à Akaba, des mouvements de troupes israëliennes ayant été signalés dans la région voisine. On sait que la Transjordanie s'était vivement émue de ces mouvements et qu'elle s'est réservée faire éventuellement appel à la Grande Bretagne à qui elle est liée par un traité d'assistance mutuelle.

- La Conférence des Cinq se réunit lundi à Londres. Du côté français, MM.Schuman, Petsche et Ramadier doivent y assister. Les ministres des Affaires étrangères, des Finances et de la Défense nationale des signataires du Pacte de Bruxelles auront à étudier : la portée du Pacte Atlantique; la répartition entre eux de l'aide militaire américaine; l'établissement et le financement d'une aide militaire mutuelle et surtout les charges qui reviendront à chacun d'eux tant du point de vue des fournitures militaires que des contingents à mettre à la disposition commune.

- Le Board of Trade a adressé une note au gouvernement soviétique lui proposant la reprise des négociations en vue de la conclusion d'un accord économique à long terme ou d'un accord limité à un an.

ITALIE.- En Italie, où le gouvernement est acquis à une adhésion au Pacte Atlantique, la Chambre a été le lieu de débats passionnés, au cours desquels M.Pietro Nenni s'est particulièrement fait remarquer. Le chef du parti socialiste majoritaire a demandé que l'adhésion italienne soit soumise à un referendum populaire. Il a déclaré que les socialistes combattraient le Pacte Atlantique par tous les moyens constitutionnels et avec autant d'ardeur que le Pacte d'Acier.

ISLANDE.- On s'attend à une adhésion prochaine de l'Islande au Pacte Atlantique. Aux fins de négociations, le ministre des Affaires Etrangères et deux autres membres du gouvernement islandais sont arrivés aux Etats-Unis. Toutefois, le Ministre des Affaires étrangères a déclaré que l'Islande n'admettrait pas l'établissement de bases militaires sur son territoire.

\+
+++

FRANCE.- Le gouvernement a proposé, et les deux Assemblées ont approuvé la célébration de funérailles nationales au général Giraud qui sera inhumé aux Invalides.

- Des décrets ont paru dimanche matin au Journal Officiel, mettant fin aux mandats de cinq membres du Conseil d'administration des Houillères pour leur attitude au moment des grèves. ..... /

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R002900030010-5

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R002900030010-5

FRANCE (suite).- Le Journal officiel a publié les nouveaux chiffres des salaires comptant pour le calcul des cotisations à la Sécurité sociale. Il a publié également un arrêté portant réglementation de la marque nationale de qualité.

- A Limoges, Georges Bidault a souligné les bienfaits de l'aide apportée par le Plan Marshall à la France et dit que la baisse de certains prix n'est pas catastrophique : "Il vaut mieux avoir moins de francs et qu'ils soient stables que d'en avoir beaucoup dans lesquels on n'a plus confiance". Traitant de l'amnistie, il a encore dit : "Il faut d'abord faire la paix entre les Français, avec ceux mêmes qui ont pu se tromper, à la seule condition qu'ils n'aient pas démérité ni trahi la Patrie".

- A Nantes, André Morice a fait un appel à la confiance des électeurs dans le parti radical. Laffargue a déclaré qu'il n'y avait pas de crise économique en perspective : "Ce qui est vrai, a-t-il dit, c'est que le retour à la liberté entraînera la disparition de toute une série d'intermédiaires, de faux industriels, de commerçants d'occasion. A ces victimes-là nous n'élèverons pas de monument".

- A Paris, dans une allocution radiodiffusée, Robert Lecourt a rendu hommage à l'effort des magistrats et auxilliaires de la Justice qui ont mené à bien des tâches considérables, puisque la criminalité de droit commun a doublé depuis la guerre. Le Garde des Sceaux a ensuite évoqué le projet de loi qui fixe aux Cours de Justice le terme du 1°juin et dit qu'il ne saurait cependant être question"ni de bâcler instructions et jugements (spécialement en matière de collaboration économique), ni d'encourager les prévenus à échapper à la sévérité de la loi". Il a dit encore : " Le gouvernement et le parlement auront ensuite à rechercher si, "pour mieux assurer le juste châtiment des coupables, un pas vers la "clémence peut être effectué pour ceux dont la faute n'a été que véniel-"le, spécialement pour les cas douloureux fréquents dans les départements "alsaciens".

- Samedi, dans la soirée, un transformateur de 45.000 volts a fait explosion à la Centrale thermique de Beautor, dans l'Aisne. Selon le directeur de l'exploitation, l'incendie ne serait pas dû à la malveillance. On en a dit autant pour Génissiat.

LA JOURNEE SOCIALE

- Le Conseil de l'Union départementale des travailleurs de la Métallurgie (CGT) a adopté une résolution qui mandate le Bureau de l'Union pour prendre contact dans les quarante huit heures avec les représentants patronaux en vue du retour à la libre discussion des salaires dans le cadre des Conventions collectives. Le Conseil a décidé d'autre part de convoquer pour mardi prochain une "assemblée des cadres spéciaux, élargie aux délégués élus et aux collecteurs" qui sera habilitée "à décider éventuellement de toute action des métallurgistes pour faire aboutir la convention collective et pour défendre la liberté syndicale et la paix".

E N V R A C

--- Les Etats-Unis ont averti le gouvernement français que, lors de la prochaine conférence d'Annecy sur les tarifs douaniers, ils allaient demander la clause de la nation la plus favorisée pour le Japon comme ils l'ont déjà fait pour la bizone.

--- Les négociations commerciales franco-suisses ne progressent que lentement. Nous sommes démunis de francs suisses et les Suisses prétendent nous imposer l'importation de produits inutiles.

--- Le Directeur du personnel au Quai d'Orsay, M.Garnier, sera prochainement nommé Ambassadeur en Grèce.

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R002900030010-5